

Tribune publiée dans le journal Libération
Jeudi 9 février 2012

Démondialisation ou régulation : l'enjeu de 2012

Kemal Derviş¹ and Bernard Soulage²

Les hommes politiques, le monde économique et la société civile ont convergé à nouveau vers Davos en cette fin du mois de janvier. Ce pèlerinage annuel est devenu le symbole de l'élite de la globalisation. La globalisation au 21^{ème} siècle ressemble en effet à un processus dirigé et célébré par une élite cosmopolite. Nous sommes bien loin du début du 20^{ème} siècle où la gauche proclamait : "Travailleurs du monde entier, unissez-vous!". Au contraire, la gauche se montre prudente sur la rapidité de la globalisation. Le travail, en particulier, semble menacé par le commerce et pas seulement dans les pays les plus avancés. La gauche souligne également que la nature globale du secteur financier rend sa régulation plus difficile et rend les crises financières, comme celle de la zone Euro, plus redoutables pour l'économie mondiale. Ce sont les chefs des grandes entreprises et leurs supporters qui expliquent combien la mondialisation a aidé la croissance des marchés et des revenus, permettant à des centaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté dans les pays en voie de développement, comment la productivité a augmenté grâce aux économies d'échelle, et comment les bénéficiaires de la décentralisation de la chaîne de création de valeur a mené à une meilleure allocation de ces ressources au niveau mondial et à une diffusion du progrès technologique.

La situation était différente il y a 100 ans, quand l'internationalisme, dans l'esprit de solidarité transfrontière, était le slogan de la gauche alors que les intérêts du marché, très souvent protégés par de hautes barrières douanières, le conduisaient généralement à soutenir une droite nationaliste et centrée sur son territoire. Bien sûr il y a, ici et là, des nuances et des exceptions. Mais cependant, aujourd'hui, ce sont bien les grandes entreprises qui se font les champions les plus agressifs de la globalisation. Et la gauche est souvent prise dans une situation très inconfortable car elle souhaite conserver la situation existante, afin de protéger, de manière cohérente les fonctions de protection sociale de l'Etat-nation menacées par les forces de la globalisation. En ce sens, la gauche apparaît souvent comme conservatrice.

Un examen, même rapide, de la vraie nature des relations économiques internationales doit permettre de mesurer où se trouve fondamentalement les valeurs de la gauche et les intérêts des plus modestes.

La globalisation a effectivement affaibli la nation et l'Etat et les processus de démocratisation. Le commerce et la sous-traitance ont considérablement réduit le pouvoir de négociation des employés. La concurrence fiscale met la pression sur les sources de revenus des gouvernements d'autant plus que le capital est beaucoup plus mobile a

¹ Kemal Derviş est Vice-président des institutions Brookings et a été ministre des Affaires économiques en Turquie et Chef exécutif au PNUD.

² Bernard SOULAGE est Vice-président de la Région Rhône-Alpes, Secrétaire national du Parti socialiste et Membre du Comité des Régions d'Europe. Il a été député européen.

travers les frontières que le travail. Beaucoup d'Etats-nations souhaiteraient réguler plus fermement le secteur de la finance internationale et Bâle III a permis des progrès en ce sens, mais il est difficile de le faire sauf si les principaux Etats et les principales juridictions en tombent d'accord ce qui est loin d'être le cas. Beaucoup, même au centre-droit, sont maintenant en faveur d'une taxe sur les transactions financières pour aider le financement des biens publics, mais, de nouveau, il sera difficile de la rendre effective à moins que toutes les parties prenantes ne choisissent d'y participer. En Italie et en Grèce, le processus démocratique s'est essentiellement brisé face à la pression des marchés financiers. Les gouvernements "technocratiques" qui ont émergé sont respectés, compétents mais ils n'en racontent pas moins l'histoire préoccupante d'une gouvernance démocratique dans l'impasse. Au même moment, la concentration de revenus des plus riches a augmenté presque partout, particulièrement aux Etats-Unis, où les 1% des plus riches possédaient 8% de la richesse nationale à la fin des années 70 et autour de 20% aujourd'hui. Les degrés d'inégalités varient, mais partout, le changement prend la direction d'une plus grande concentration de la richesse pour les plus nantis.

Alors quelle doit être pour les progressistes la meilleure attitude face à ces faits que l'on peut regretter mais qui existent ?

Certains, comme Dani RODRICK d'Harvard, dans son excellent ouvrage "Le paradoxe de la globalisation: la démocratie et le future de l'économie mondialisée"³, pense qu'il est temps pour le centre-gauche de tenter de ralentir la mondialisation partout dans le monde de manière à permettre à la démocratie et à l'Etat-nation de regagner assez de forces pour limiter la tendance à l'extrême concentration de la prospérité et "réembarquer" à nouveau les marchés dans le processus politique démocratique. RODRICK croit qu'il existe un nouveau "Trilemme" global : entre la démocratie, l'Etat-nation et l'hyper-mondialisation, nous pouvons en avoir deux mais pas les trois. Il choisit d'abandonner l'hyper-globalisation en précisant, cependant, que ses étudiants à Harvard abandonneraient plutôt les Etats-nations. Jean-Michel Severino et Olivier Ray en viennent également à une conclusion proche dans un autre bon livre "Le Grand basculement"⁴.

Ce choix est probablement le plus essentiel qu'affronte le monde aujourd'hui. Il jouera certainement un rôle majeur dans les choix politiques futurs des grandes démocraties occidentales à commencer par l'élection française puis l'élection américaine en 2012.

Il est effectivement de plus en plus difficile d'avoir une politique démocratique efficace au niveau national avec une hyper-mondialisation. Les marchés financiers imposent souvent plus la politique économique que les parlements nationaux. Peut-être, qu'à ce stade de l'histoire, la gauche devrait tenter de freiner la mondialisation au niveau national. Cette position a le mérite d'une certaine cohérence et surtout l'avantage électoral d'être « dans l'air du temps », mais elle conduit à une double impasse. D'une part elle sous-estime les potentialités considérables engendrées par la mondialisation, d'autre part, elle tourne largement le dos à toute l'histoire du mouvement progressiste.

³ See Rodrik, Dani, "The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy", W.W. Norton & Company, Inc: New York, 2011.

⁴ See Severino, Jean-Michael and Olivier Ray, "Le Grand Basculement", Odile Jacob: Paris, 2011.

Ainsi, en y regardant de plus près, nous pensons que ce sont les étudiants de Harvard qui ont raison. Si la technologie et l'amélioration des moyens de communication ont rendu l'économie globale inévitable et si elle peut produire plus de richesses, c'est la maîtrise de ces marchés mondiaux qui doit être la meilleure voie pour mieux distribuer cette richesse et pour embarquer les marchés globaux à bord d'un nouveau système politique de régulation globale compatible avec les principes démocratiques. Même si cela prenait de longues années, n'est-ce pas la seule manière pour la gauche d'être un agent effectif de changement et de progrès et de retrouver ce qui a fait la force des progressistes au 19^{ème} et 20^{ème} siècle : se battre tous ensemble au bon endroit et à la bonne échelle pour faire avancer les droits et les situations du plus grand nombre ?